

Arrêté n° PCICP2024233-0003

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pour les installations de la société LACOSTE OPÉRATIONS implantée sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 181-14 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-677 du 24 février 1987 applicable aux installations de la société LACOSTE OPÉRATIONS situées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 10-1386 du 26 mai 2010, n° PCICP2019070-0002 du 11 mars 2019 et n° PCICP2024071-0009 du 11 mars 2024 applicables à la société susmentionnée ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection du 21 juin 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 24 juillet 2024 ;

VU les observations présentées par l'exploitant par courriel du 2 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que des symptômes potentiellement associés à une intoxication à l'hydrogène sulfuré (H₂S) ont été signalés à proximité des installations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mener une action de levée de doutes afin de suivre les émissions en H₂S du bassin de décarbonation du site, susceptible d'émettre cette substance dans l'air, en particulier en période d'arrêt du site ;

CONSIDÉRANT que les résultats des campagnes d'analyses réalisées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé démontrent la présence significative de fluor organique adsorbable (AOF) dans les rejets de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer l'installation dans l'objectif de réduire ou de supprimer ces rejets ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS et exploitées par la société LACOSTE OPÉRATIONS, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

Article 2 : Campagne de levée de doutes

Article 2.1 : Renforcement du suivi des émissions atmosphériques

En complément de l'auto-surveillance prescrite à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1386 du 26 mai 2010 :

L'exploitant met en place une analyse en continu de l'hydrogène sulfuré (H₂S) présent dans l'air ambiant, au droit du bassin de neutralisation des effluents de ses installations.

L'analyse en continu est réalisée à minima sur un point, placé de manière à être représentatif de la qualité de l'air au droit du bassin de neutralisation.

Dans le cas où la concentration en H₂S dépasse le seuil de 10 ppm, l'exploitant en avertit l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais et met en place des actions correctives.

Cette prescription cesse de prendre effet si, pendant une année glissante complète, le suivi ne démontre aucun dépassement ponctuel du seuil de 5 ppm de H₂S dans l'air.

Article 2.2 : Renforcement du suivi des rejets aqueux

En complément de l'auto-surveillance prescrite à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1386 du 26 mai 2010 :

Les paramètres suivants sont analysés à une fréquence hebdomadaire, le dimanche, dans les rejets aqueux de l'installation, sur la base d'un échantillon instantané collecté dans le bassin de neutralisation du site :

- Soufre total ;
- Sulfites ;
- Sulfates.

Cette prescription cesse de prendre effet si, pendant une année glissante complète, le suivi imposé à l'article 2.1 ne démontre aucun dépassement ponctuel du seuil de 5 ppm de H₂S dans l'air.

Article 3 : Émissions de fluor organique adsorbable (AOF)

Article 3.1. Identification des origines des émissions d'AOF

L'exploitant identifie les origines possibles de ses émissions en AOF, en menant les actions suivantes dans un délai de 1 mois :

- vérification de l'exactitude des résultats renseignés dans GIDAF suite aux campagnes menées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;
- recherche du lien entre le rejet et l'activité pendant les périodes de mesures ;
- vérification de la présence de PFAS/AOF dans l'eau prélevée ;
- vérification de la cohérence entre les concentrations en AOF et en PFAS. Le cas échéant :
 - * recherche de la cause de la présence de fluor organique ;
 - * réalisation d'analyses complémentaires (autres PFAS, autres substances fluorées, autres méthodes...) ;
- toute autre action permettant de comprendre la raison des teneurs en AOF relevées dans ses rejets aqueux.

Les éléments et les conclusions des actions détaillées dans le présent article sont transmis à l'inspection des installations classées dans le même délai de 1 mois.

Article 3.2. Réduction/suppression des émissions en AOF

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant détermine les actions soutenables sur un plan technico-économique qu'il peut mettre en place pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence d'AOF dans ses rejets aqueux.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions retenues et de leur échéancier de mise en œuvre dans le même délai de 2 mois.

La liste non exhaustive suivante donne des exemples d'actions sur lesquelles l'exploitant peut mener ses réflexions :

- remplacement des matériels ou machines pouvant générer des rejets d'AOF ;
- substitution de produits ou de substances dans le procédé de fabrication ;
- mise en place de traitement supplémentaire des effluents (par exemple, charbon actif, résine échangeuse d'ions...) ;
- captage à la source des rejets problématiques pour stockage en attente d'un traitement adapté.

Article 3.3. Suivi des émissions

Afin de vérifier l'efficacité des actions engagées sur l'évolution des rejets en AOF, l'exploitant met en place une surveillance à fréquence trimestrielle de ses émissions au niveau du point de rejets objet des trois campagnes d'analyses initiales, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (recherche du paramètre AOF, des 20 PFAS obligatoires, des PFAS mentionnés dans l'inventaire prévu par l'article 2, laboratoire accrédité, respect des limites de quantification...).

Les résultats de cette surveillance sont renseignés sous GIDAF avant la fin du mois qui suit les prélèvements.

Cette surveillance est applicable dès la notification du présent arrêté et est poursuivie à minima 2 ans après la mise en œuvre par l'exploitant des actions de réduction et de suppression visées à l'article 3.2 du présent arrêté.

Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société LACOSTE OPÉRATIONS.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, sera affiché par le maire de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 20 AOUT 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.